

# BRAS DE FER ET ŒIL DE VELOURS

**L**E gouvernement a décidé d'accélérer, par voie d'ordonnances, les réformes sociales qu'il envisage. « *Nous nous sommes donnés les moyens d'agir vite* », a expliqué Pierre Mauroy. Il est vrai qu'au bout des six premiers mois d'exercice, le gouvernement semblait morose, quelque peu enlisé dans des débats parlementaires interminables.

« *M. Mauroy s'interroge sur l'efficacité de sa stratégie face au mécontentement du patronat et des syndicats* », titrait le *Monde* du 14 novembre. Quant à l'éditorialiste du *Matin* des 14-15 novembre, il constatait : « *Le chemin est étroit quand un gouvernement ne parvient — et c'est le cas depuis six mois — ni à contenter les syndicats, ni à signer un armistice avec le patronat, ni à mobiliser l'opinion derrière ses multiples projets et réformes.* »

C'est ce moment que le patronat a choisi pour engager une première offensive de grande ampleur. F. Ceyrac avertissait avec fracas que « *la situation est beaucoup plus grave qu'en 1936* ». Un sondage d'opinion, réalisé auprès des patrons, révélait que 83 % des chefs d'entreprise sont hostiles aux mesures économiques du gouvernement. Un autre sondage montrait que 56 % des patrons n'ont pas l'intention d'investir dans les six prochains mois, que 83 % d'entre eux ne comptent pas embaucher... En un mot : le « pouvoir économique » fait savoir au « pouvoir politique » que ses projets sont « inadaptés au terrain », pour reprendre la formule de F. Ceyrac, et donc condamnés à l'échec. On comprend le cri de satisfaction du *Quotidien de Paris* du 17 novembre : « *La nouvelle opposition est née.* » Et de préciser : « *La véritable opposition de 1982 sera celle des milieux économiques.* »

Ainsi, côté patronal, c'est cartes sur table. Il n'y a guère que les naïfs pour s'en étonner. L'ennui est que le gouvernement semble s'y être laissé prendre, en fondant toute sa politique économique sur le pari de gagner la confiance des patrons. En dénonçant brutalement le caractère parfaitement illusoire d'un tel pari, le patronat a marqué un point.

« *La partie de bras de fer que le gouvernement a engagée avec le patronat ne se terminera sûrement pas sans casse de part et d'autre. Mais il est d'ores et déjà acquis que la majorité sortira affaiblie de l'épreuve, divisée, contrainte enfin à regarder la réalité en face* », écrivait l'éditorialiste des *Echos* du 19 novembre. Tout cela est vrai. A ceci près que « la partie de bras de fer » a été décidée par le patronat contre un gouvernement qui lui faisait des yeux de velours. Car, pour mener « la guerre au chômage », P. Mauroy est parti à la rencontre des patrons avec l'espoir de les « conquérir ». A croire que, à force de parler « d'état de grâce », le gouvernement avait fini par croire aux miracles. Du moins à ce miracle qui permettrait de concilier les promesses faites aux travailleurs et les bonnes grâces du patronat.

Ainsi, c'est au moment même où P. Mauroy s'évertuait à convaincre les patrons de créer des emplois que le chiffre fatidique des **deux millions de chômeurs** est tombé.

Pourtant, pour gagner la « confiance » des patrons — que ces derniers agitent telle une carotte — le gouvernement n'a pas lésiné : aides et subventions aux entreprises, engagement à diminuer leurs frais, « juste indemnisation » des actionnaires des entreprises nationalisées, démantèlement du timide projet d'impôt sur la fortune, annulation des dettes patronales à la Sécurité sociale, etc. Et les patrons ont empoché. Et ils ont continué à crier pour qu'on leur cède davantage. Et, benoîtement, ils ont conclu qu'il en fallait davantage pour qu'ils aient confiance, que l'investissement attendrait. Bref : point de création d'emplois !

En fait, la bourgeoisie sait bien que, pour elle, l'heure n'est pas à la relance. La récession qui se développe aux Etats-Unis témoigne que l'économie capitaliste, loin d'être sortie de la crise, s'y enfonce. Ce qui n'incite pas le patronat à investir. En outre, ce dernier n'est pas décidé à aider le gouvernement né des élections de mai-juin. Il peut chercher à l'utiliser pour poursuivre l'application des plans anti-ouvriers ; il ne saurait, pour autant, le créditer de sa « confiance ». D'autant qu'il est parfaitement conscient que les travailleurs ne sont pas prêts à se laisser frustrer de leur victoire électorale et qu'ils n'accepteront pas sans réagir les mesures que le gouvernement prendra sous sa pression. C'est pourquoi le premier objectif qu'il se fixe est de refouler les prétentions réformatrices affichées par le PS et le PCF. En leur opposant ce qu'il explique être la dure loi des réalités économiques.

En accusant le gouvernement d'incompétence et d'irréalisme, la bourgeoisie cherche non seulement à le discréditer mais, en le contraignant à renier ses promesses, à saper ses bases populaires. Les applaudissements qu'elle décerne à Delors et Rocard, assortis des flèches décochées aux ministres communistes et à ceux des socialistes qui prétendent à un discours radical, ont valeur de symbole et d'avertissement. Ou les élus du 10 mai et du 21 juin se plieront explicitement aux impératifs capitalistes et accepteront de s'en faire les agents avoués, ou ils courront à l'échec.

Ces dernières semaines, les grèves nombreuses qui se sont développées, en particulier dans les banques, à Renault, à Peugeot, dans les Caisses d'épargne ont montré que l'exigence du changement est bien présente parmi les travailleurs, qui attendent sa concrétisation.

Les blocages maintenus par le patronat exacerbent cette exigence. C'est le cas lorsque des chefs et des directeurs s'entêtent dans leur comportement répressif. Lorsque les patrons, plutôt que d'embaucher, accélèrent les cadences. Lorsqu'ils s'opposent à une exigence aussi minimale que la cinquième semaine de congés payés. Alors, la réaction, explosive, est la même : « Ils agissent comme si le 10 mai n'avait pas eu lieu. C'est intolérable, on va leur faire comprendre ! » Et l'on se tourne, précisément, vers ceux que l'on a élus : les députés et ministres socialistes et communistes. Pour leur dire : « Nous vous avons élus pour que ça change, nous luttons pour imposer le changement, appuyez-nous. » Et, dans le cas des entreprises nationalisées, cette démarche se concrétise en une exigence précise : « Chassez la direction mise en place par Giscard ! »

Nous n'en sommes qu'à une première phase de lutte, celle qui correspond à une appropriation par les travailleurs eux-mêmes du changement qu'ils ont imposé par la voie électorale en mai et en juin. Cette phase est vécue comme la « fin d'un règne », en sachant bien qu'il faut accumuler les forces qui seront nécessaires pour imposer la satisfaction des grandes revendications.

Tandis que la bourgeoisie, à coups de campagne de presse, teste la nouvelle situation, les travailleurs, eux aussi, avec leurs propres méthodes, explorent le champ qu'ils ont ouvert. Car ils sentent bien qu'au-delà des mesures immédiates, qui devraient s'imposer d'elles-mêmes, il faudra engager de toute autres forces pour s'attaquer aux grands problèmes qui pèsent comme une chape de plomb : le chômage et l'austérité... C'est pourquoi il faut comprendre les premières luttes comme les prémisses d'une vague de grèves qui, tôt ou tard, va déferler et soulever en un même élan toute la classe ouvrière. C'est bien cette seule perspective qui s'imposera pour faire reculer le patronat.

Ce ne sont pas les appels lyriques de P. Mauroy à la « solidarité nationale » et au « rassemblement de la communauté nationale » qui permettront de réaliser le changement. De tels appels ne peuvent que susciter les ricanements d'une

bourgeoisie qui sait bien que, dans le cadre d'une société capitaliste, « solidarité » et « union » « nationales » se font nécessairement sur le terrain qui est le sien : celui du profit attaché à la propriété privée.

C'est au nom de la « solidarité » que les travailleurs vont voir leurs cotisations à la Sécurité sociale croître de 1 %.

C'est au nom de « l'intérêt national » qu'au même moment, on voyait PS, PCF et UDF voter le budget militaire, dont le RPR concédait qu'il était dans la « continuité » des choix antérieurs.

C'est au nom de l'une et de l'autre que les travailleurs sont invités à se convaincre du « rôle irremplaçable » du patronat dans la société et l'économie et, par voie de conséquence, à respecter les contraintes du profit capitaliste. Ce qui voudrait dire attendre le bon plaisir des patrons pour voir réduit le temps de travail et ouverts les bureaux d'embauche.

Il n'y a rien à gagner à ce marché de dupes. Plutôt que de négocier le changement avec ceux qui lui sont résolument hostiles, plutôt que d'implorer un compromis impossible, le PS et le PCF doivent s'appuyer sur leur majorité parlementaire et en appeler à la mobilisation des travailleurs qui les ont portés au gouvernement.

- Pour écarter les notables de l'ancien régime qui colonisent toujours l'appareil d'Etat, qui s'accrochent à la tête des entreprises nationalisées, et n'ont de cesse de paralyser les mesures indispensables à la satisfaction des revendications ouvrières.

- Pour prendre les décisions qui s'imposent si l'on veut réellement porter un coup au chômage : l'interdiction des licenciements et une loi pour la semaine de trente-cinq heures, sans diminution de salaire, sans contrepartie, avec embauches correspondantes.

Oui, dans ce domaine, il faut se donner les moyens d'agir vite. Vite et bien !

Or, ce n'est guère ce que nous promettent les futures ordonnances gouvernementales. Il y a fort à parier que le gouvernement va arbitrer dans le sens de réformes singulièrement laminées par les pressions patronales. Ainsi de la réduction du temps de travail qui va se faire sur la base de l'accord du 17 juillet qui concède une malheureuse heure en échange de contreparties inacceptables.

Aller vite, oui, mais pas pour faire passer en fraude des exigences patronales qui se heurtent au refus des travailleurs, comme en témoigne l'échec total des négociations par branche sur le temps de travail.

Agir vite, ce n'est pas chercher à concilier les exigences des patrons et les revendications des travailleurs. C'est s'appuyer sur la majorité PS-PC que les travailleurs ont portée au Parlement pour décider d'une loi sur la semaine de trente-cinq heures.

C'est en empruntant cette voie, qui est celle du changement véritable, qu'il sera possible de faire entendre raison au patronat. Et de gagner la partie de bras de fer qu'il a engagée.